



Communiqué de la CGT Educ 92
En grève avec les lycéen·nes le 6 octobre !

Depuis deux semaines, un mouvement de contestation et de mobilisation lycéenne se développe et se renforce partout en France et notamment en Île-de-France. Dans notre département, quasiment tous les établissements ont été concernés. Ces élèves ont des revendications que nous connaissons bien : la fin du tri social de Parcoursup, des conditions d'étude dignes dans des bâtiments décents, des moyens pour baisser les effectifs par classe, des enseignant·es devant les classes, des personnels médico-sociaux... Le sentiment d'abandon de cette jeunesse est fort et légitime tant les conditions d'étude se sont dégradées sous la présidence Macron et en particulier depuis la réforme Blanquer.

Une colère légitime donc à laquelle le gouvernement ne sait opposer que la violence et la répression. L'intervention des forces de l'ordre devant les lycées pour disperser les rassemblements et les blocus est inadmissible et choquante. Le préfet des Hauts-de-Seine parle de « nos forces de l'ordre très mobilisées contre les violences inacceptables qui touchent nos lycées », mais la violence vient d'abord et avant tout de ces dispositifs policiers, présents avant même que les élèves ne le soient et faisant monter les tensions.

Certains établissements se placent de manière très claire contre la mobilisation, en menaçant les élèves de sanctions disciplinaires en cas de participation au mouvement, ou même d'absentéisme. Comment justifier l'enseignement de l'EMC, de la liberté d'expression et de réunion, et dans le même temps une interdiction absolue d'exercer ces droits ?

La CGT Educ'Action 92 se tient aux côtés des lycéen·nes et étudiant·es mobilisé·es. Nous appelons les personnels des établissements à être présent·es en soutien devant les lycées, pour protéger et accompagner les élèves. Nous appelons les établissements à favoriser l'organisation lycéenne en mettant à disposition des lieux de réunion qui permettent aux jeunes mobilisé·es de débattre et d'échanger en toute sécurité. Nous exigeons la fin de la présence policière aux abords des établissements et l'abandon des poursuites pour tous·tes les jeunes interpellé·es.

La mobilisation pour les services publics et notamment le service public d'éducation doit se poursuivre. Pour cela, la CGT Educ'action appelle à la grève le mardi 6 octobre, en convergence avec le mouvement lycéen et étudiant.

A Nanterre, le jeudi 1er octobre 2026